L'Autonomie de l'Université Algérienne

Jamal Mimouni
Mentouri Univ. Constantine1

Publié en partie dans *El Watan*, 17 mars 2021
« L'autonomie de l'université en point de mire »

1) Ce projet d'autonomie est-il une étape inévitable dans la perspective de la réforme du système de l'enseignement supérieur? Est-elle une bonne chose et en quoi?

La demande pour une véritable autonomie de l'Université Algérienne est une bataille séculaire qui est remise chaque fois sur la table depuis l'Algérienisation de l'Université dans les années 70, mais qui ne fut jamais suivi d'effets tangibles. Elle est pourtant vitale pour que l'Université puisse jouer son rôle d'excellence auquel elle a vocation. Aux petites avancées toutes timides ici et là, ce projet d'autonomie a reçu des coups de butoirs répétés dû au démon de la centralisation qui habite les mentalités des décideurs. Je pense notamment aux acquis de la vague de liberté qui suivit Octobre 88 et qui furent annulés progressivement dans les années 90 ; celles par exemple d'élire les chefs de département, doyens et qui devaient aboutir à terme celui des recteurs, alors que le système actuel recycle ad-nauseam ces postes dans un circuit fermé, plus hermétique que le circuit de circulation d'eau primaire d'une centrale nucléaire. Cette « caste » n'a ainsi de compte à rendre à personne et doit se contenter de donner chaque jour que le Seigneur fait des gages de loyauté. Pourtant l'élection à ces postes de décision par les pairs est une caution d'indépendance et une assurance que l'intérêt de la communauté académique prime sur des considérations bureaucratiques décalées trop souvent avec la réalité.

Il faut avouer aussi d'un autre côté que trop de nos enseignants sont amenés à vouloir faire prévaloir des idées incohérentes voire aberrantes ou démagogiques dû justement à ce déficit d'ouverture sur le monde universitaire car trop vite recrutés et puis ensuite évoluant dans un désert de vie scientifique que sont trop souvent nos Universités. Il s'agit donc de chercher le juste milieu entre orientations de politique générale et règles qui s'appliquent à tous sans quoi et il n'y a pas d'université nationale, et adaptations locales et son lot de prise d'initiatives valorisantes.

Proposons une analogie : Aurait-on idée d'envoyer une sonde spatiale vers Mars sans autonomie de décision pour la sonde alors que les signaux de la Terre prennent plusieurs heures

Le projet d'autonomie de l'université algérienne est une bataille séculaire qui est remise chaque fois sur la table depuis l'Algérienisation de l'université dans les années 70, mais qui ne fut jamais suivi d'effets tangibles. Elle est pourtant vitale pour que l'université puisse jouer son rôle d'excellence auquel elle a vocation. Aux petites avancées toutes timides ici et là, ce projet d'autonomie a reçu des coups de butoirs répétés dû au démon de la centralisation qui habite les mentalités des décideurs. Je pense notamment aux acquis de la vague de liberté qui suivit Octobre 88 et qui furent annulés progressivement dans les années 90 ; celles par exemple d'élire les chefs de département, doyens et qui devaient aboutir à terme celui des recteurs, alors que le système actuel recycle ad-nauseam ces postes dans un circuit fermé, plus hermétique que le circuit de circulation d'eau primaire d'une centrale nucléaire. Cette « caste » n'a ainsi de compte à rendre à personne et doit se contenter de donner chaque jour que le Seigneur fait des gages de loyauté. Pourtant l'élection à ces postes de décision par les pairs est une caution d'indépendance et une assurance que l'intérêt de la communauté académique prime sur des considérations bureaucratiques décalées trop souvent avec la réalité.

pour lui parvenir? Cette dernière ne pourrait gérer des contingences de la mission et cela aboutirait à des échecs retentissants. L'autoguidage est incomparablement supérieur au téléguidage, et cela s'applique par analogie pour les enseignants chercheurs dans le cadre universitaire. Ajouté à cela qu'ayant été recrutés justement pour leur capacité intellectuelle et leur compétence, autant en faire le meilleur usage.

2) **Si on parle d'autonomie, cela signifie l'autonomie financière, l'université algérienne est-elle prête à devenir payante, ou est-elle tenue à trouver des moyens pour se faire?**

L'autonomie financière est le complément nécessaire de l'autonomie de gestion et la liberté de de recherche. Peut-on imaginer une Université qui ne pourrait acheter ce qu'elle a besoin à court terme ? Oui, la plupart de nos Universités sont dans cette situation, mêmes parmi les plus grandes (peut-être même toutes), car n'ayant pas de compte devises. Il faut donc passer par des marchés qui prennent des mois ... ou contourner habilement la loi. Les besoins immédiats sont souvent satisfaits que parce que le chercheur à lui-même fait des arrangements contournant la loi, au vu et au sus de tout le monde, avec des fournisseurs dans le cadre de projets de recherche présents ou passés. L'autre manière de se procurer certains petits équipements ou des produits manquants nécessaires très rapidement est de mettre la main à la poche et de les commander personnellement à travers AliExpress ou autre. Et même dans ce dernier cas, on passera volontiers pour son acheminement par de la famille à l'étranger ou des collègues de retour au « Bled », et on évitera ainsi les tracasseries des douanes ou les délais interminables. A titre illustratif, la non disponibilité au niveau des fournisseurs de Proteinase K, produit de base pour l'extraction d'ADN, a paralysé pendant un an les activités d'un grand Labo universitaire de l'Est algérien, bloquant doctorants, projets de recherche et analyses génétiques de patients.

La réglementation, très restrictive pour les commandes de matériel, a été conçue j'imagine dans le but louable d'éviter toute fraude et gaspillage des deniers publics. En réalité on n'évite pas la fraude, mais on l'alimente souvent, tout en pénalisant les équipes de recherche, sans compter qu'au final on fait gonfler le prix d'acquisition de tout matériel. Ainsi par exemple la procédure de passage de commande demande trois factures concurrentes... sauf qu'un fournisseur attiré s'occupera parfois de fournir les deux autres factures avec entêtes de différents fournisseurs chacun avec son registre de commerce parfaitement en règle. De plus, les factures sont très peu compétitives vu les conditions draconiennes demandées et le manque de transparence. Ajoutons à cela le fait que le fournisseur qui acquerra du matériel de l'étranger doublera quasiment le devis car il prendra en compte le passage pour certaines parties de la commande par des tiers sans registre de commerce, l'achat de devises au marché noir, les délais de paiement et autres tracasseries. Il est clair qu'une autonomie financière et un achat direct permettraient l'acquisition de beaucoup de choses à moitié prix voir moins encore, et tout le monde y gagnerait, et en premier lieu le Trésor public.

Quant à une Université qui s'autofinancerait, ou du moins financerait les recherches que ses chercheurs mèneraient, on en est loin, et ce cas de figure n'est d'ailleurs pas souhaitable pour différentes raisons. Qu'elle offre des prestations de services qui allègeraient la charge financière supportée par l'Etat est par contre raisonnable et souhaitée. Les institutions privées par contre la font par nécessité, mais elles ne battent pas le pavé en Algérie vu le niveau d'achat moyen trop faible pour attirer un nombre suffisant d'étudiants sauf dans des domaines tels que la gestion ou la finance. Par contre, ceux qui en ont les moyens optent pour des universités étrangères.

3) Pourrait-on concevoir une autonomie dans le recrutement dans nos Universités et centres de recherche?

L'autre complément nécessaire à ces différentes autonomies évoquées déjà est effectivement celle de recrutement. Elle est cependant plus difficile à mettre en œuvre dans le cas de notre législation et au vu de la propension au népotisme bien connu dans nos pays du Tiers Monde. Notre législation en effet demande des appels à recrutement dont la conduite est gérée par la fonction publique et ou par la loi, l'organisme employeur ne peut figurer dans la commission. Parmi les critères figurent le nombre d'années d'enseignement en tant que vacataire, la situation familiale, et autres. Mais l'embauche à un poste permanent n'est pas comme le droit au logement social. Si une personne qui a attendu dix ans pour avoir un toit (Et aussi fonder un foyer...) le mérite certainement, celui qui a « trainé » dans des emplois précaires n'est souvent plus compétitif. Pourtant cette autonomie est la clé du succès de nombre de centres de recherche de par le Monde. On y embauche les chercheurs les plus prometteurs, quitte à en débaucher certains de chez des concurrents, et on forme ainsi des équipes de pointe à même de révolutionner un domaine particulier de recherche. Comme nous le disons souvent, il n'y a pas de démocratie en recherche : Un Einstein vaut mieux que 100 physiciens brillants, et chaque physicien brillant vaut nombre de physiciens moyens mêmes si détenteurs d'un doctorat.

Pour aller dans cette voie, il y a des compétences Algériennes (Africaines et autres...) à aller cueillir. Ces chercheurs sont à même de décupler le rendement de nos Universités et centres de recherche si proprement mis à la tâche. Il faudrait pour cela pouvoir les recruter hors barème et aussi créer et maintenir environnement scientifique et même social adéquat, ce qui est un autre défi. En y mettant le prix, et l'esprit national aidant, on pourrait en faire revenir un certain nombre.

4) Quelle est à votre avis la conception d'une université autonome?

Il est clair que le manque d'autonomie de l'Université est une cause directe du rendement médiocre du corps des enseignant chercheurs qui font face à un manque de confiance implicite de la tutelle en leur capacité à produire du savoir et innover. Ce manque de confiance et sa tendance au service minimum à laquelle cela mène inévitablement et qu'il acquerra à son corps défendant, va à son tour dégrader ses capacités à innover et à exercer des responsabilités diverses. Comme une fleur abandonnée à elle-même sans être arrosée et qui flétrira avant l'heure, notre chercheur deviendra non-fonctionnel et fléchira avant l'âge.

L'autonomie est la deuxième mamelle à laquelle se nourrit toute institution universitaire, voire même non universitaire, après celle de la compétence du corps enseignant et la qualité de l'enseignement. Sans autonomie poussée, il ne saurait y avoir de haute performance pour l'Université Algérienne.

L'Université comme havre du savoir, est le fleuron des institutions nationales d'un pays. C'en est la force de frappe par sa matière grise ainsi qu'elle constitue une source de soft power. Elle peut aussi en plus être une source de prestige comme dans les pays industrialisés. Bien loin de moi de vouloir comparer l'incomparable, mais l'Angleterre c'est un peu Cambridge et Oxford, les Etats Unis un peu Harvard, Princeton et Caltech, autant d'institutions où leurs départements et leurs laboratoires ont une autonomie hyper développée.

Une université bridée est une université impotente et incapable d'accomplir pleinement sa mission.